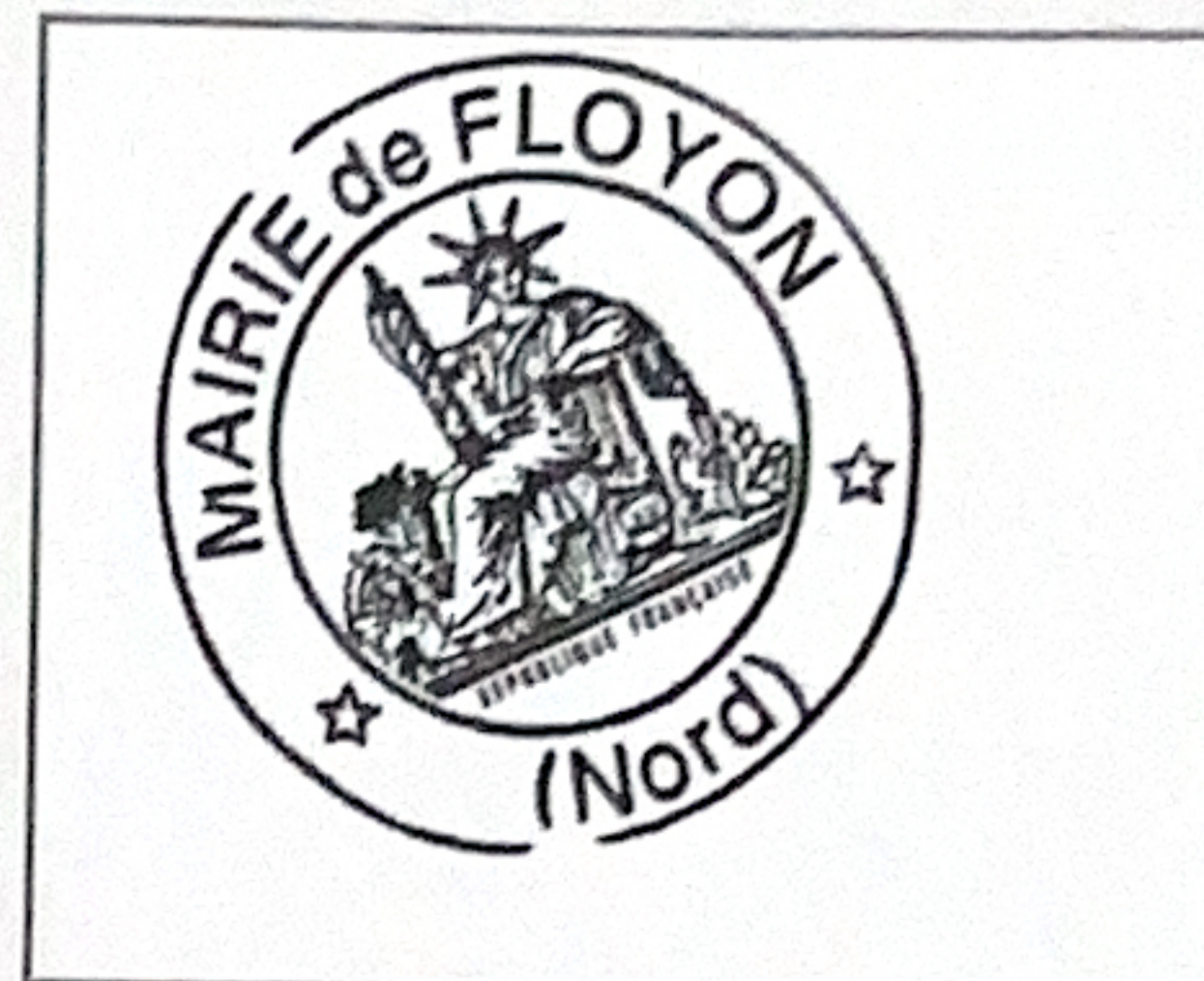


Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC0592412370002,  
déposée à la mairie le : 31/01/2023

par : Mr leducq dudouic,  
fera l'objet d'un permis tacite<sup>[2]</sup> à défaut de réponse de l'administration trois  
mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage  
sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme  
au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie



## Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif  
ou d'un recours contentieux dans un délai  
de deux mois à compter du premier jour d'une période  
continue de deux mois d'affichage sur le terrain  
d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie  
publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).  
L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité,  
de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision  
et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code  
de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :  
il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes  
d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte  
les autres réglementations et les règles de droit privé.  
Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance  
du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit  
privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant  
les tribunaux civils, même si le permis de construire  
respecte les règles d'urbanisme.

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.